

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 1393

[C — 2003/11128]

9 MARS 2003. — Arrêté royal rendant obligatoire la décision du 10 février 2003 relative à la rémunération équitable due par les radiodiffuseurs, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment l'article 42;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 10 février 2003 reprise en annexe, relative à la rémunération équitable due par les radiodiffuseurs, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 1 janvier 2003.

Art. 3. Notre ministre qui a l'Economie sous ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Annexe

Décision du 10 février 2003 relative à la rémunération équitable due par les radiodiffuseurs, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention est prise en exécution des articles 41 et 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, accordant un droit à rémunération équitable aux producteurs et aux artistes-interprètes pour la radiodiffusion des phonogrammes.

Art. 2. La présente convention s'applique aux radiodiffuseurs à l'exception des radios d'école, tels que définis à l'article 4.

Art. 3. Sans préjudice de ce qui est dit à l'article 10, la rémunération équitable est indivisible; elle est due dans son intégralité et doit être payée anticipativement aux échéances fixées par les sociétés de gestion ou leurs mandataires.

Section 2. — Définitions

Art. 4. Au sens de la présente convention on entend par :

1°. Radiodiffusion : toute diffusion de sons par tout système sans fil, de type unidirectionnel et de point à multipoint aux fins de réception par le public sur le territoire belge. Les programmes radiophoniques ou parties de programmes radiophoniques radiodiffusés pour lesquels le radiodiffuseur percevrait une rémunération payée par l'auditeur, sont exclus de la présente convention.

2°. Radiodiffuseur : toute personne physique ou morale qui exerce une activité de radiodiffusion.

3°. Radiodiffuseur communautaire : le radiodiffuseur qui a reçu une licence d'émission pour le territoire d'au moins une Communauté ou qui exerce une activité de radiodiffusion pour le territoire d'au moins une Communauté.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 1393

[C — 2003/11128]

9 MAART 2003. — Koninklijk besluit houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 februari 2003 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de radio-omroepen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid op artikel 42;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen bindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen beslissing van 10 februari 2003 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de radio-omroepen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 3. Onze minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

Bijlage

Beslissing van 10 februari 2003 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de radio-omroepen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Onderhavige overeenkomst wordt afgesloten in toepassing van artikelen 41 en 42 van de wet van 30 juni 1994 met betrekking tot het auteursrecht en de naburige rechten, die aan de producenten en de uitvoerende kunstenaars het recht op een billijke vergoeding toekent voor de uitzending via radio van fonogrammen.

Art. 2. Onderhavige overeenkomst is van toepassing op de radio-omroepen met uitzondering van de schoolradio's, zoals omschreven in artikel 4.

Art. 3. Zonder afbreuk te doen aan hetgeen in artikel 10 is bepaald, is de billijke vergoeding ondeelbaar. Ze is in haar geheel verschuldigd en moet op voorhand worden betaald op de vervaldagen bepaald door de beheersmaatschappijen of hun mandatarissen.

Afdeling 2. — Definities

Art. 4. In de zin van onderhavige overeenkomst verstaat men onder :

1°. Radio-uitzending : elke uitzending van geluid via een draadloos systeem, dat unidirectioneel en van punt tot multipunt is, opdat het publiek dit op het Belgisch grondgebied zou kunnen ontvangen. De radiofonische programma's of gedeelten van radiofonische programma's waarvoor de radio-omroep een door de luisteraar betaalde vergoeding zou ontvangen, wordt van onderhavige overeenkomst uitgesloten.

2°. Radio-omroep : elke natuurlijke of rechtspersoon die een omroep-activiteit uitoefent.

3°. Gemeenschapsradio : de radio-omroep die een zendvergunning heeft verkregen voor het grondgebied van ten minste één Gemeenschap of die een omroepactiviteit uitoefent voor het grondgebied van ten minste één Gemeenschap.

Est assimilé au radiodiffuseur Communautaire le radiodiffuseur dont l'activité de radiodiffusion en FM s'opère par l'entremise d'au moins deux émetteurs lorsque ceux-ci répondent à un des critères suivants :

- ils diffusent et ou annoncent leur programme sous une dénomination identique nonobstant des décrochages régionaux éventuels;

- ils opèrent vis-à-vis du public sous la même marque, enseigne ou dénomination sociale et/ou commerciale en vertu d'un contrat de franchise, d'un accord de coopération et/ou de services.

4°. radiodiffuseur local : le radiodiffuseur dont l'activité de radiodiffusion en FM s'opère par l'entremise d'un émetteur unique.

5°. Radio d'école : radio exploitée par un établissement primaire ou secondaire organisé ou subventionné par une des communautés et reconnu par elle avec une autorisation d'émettre.

6°. Phonogramme : toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons.

7°. Heures de musique : les heures de diffusion de phonogrammes pour lesquelles une rémunération est due en exécution des articles 41 et 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

8°. Ressources du radiodiffuseur : les recettes liées à l'activité radiophonique du radiodiffuseur. Elles comprennent notamment les subsides, les dotations et les subventions, les recettes publicitaires et de sponsoring ainsi que les dons et cotisations, à l'exclusion des échanges de publicité.

Par recettes publicitaires, on entend l'ensemble des sommes facturées aux annonceurs pour la diffusion de leurs messages publicitaires, avant déduction des frais et commissions notamment de régie publicitaire.

Les ressources définies dans la présente disposition sont prises en compte globalement pour l'ensemble des activités radiophoniques du radiodiffuseur qu'elles soient perçues directement par le radiodiffuseur ou par un autre organisme pour le compte du radiodiffuseur.

Au cas où le radiodiffuseur émet sur plusieurs chaînes, les ressources prises en compte pour la détermination du prix de l'heure de musique sont calculées par chaîne.

Au cas où la part spécifique des dotations ou subventions reçues par le radiodiffuseur pour ses activités de radio- et de télédiffusion affectée au financement de ses activités radiophoniques ne peut pas être certifiée, cette part sera calculée forfaitairement comme suit : montant total de la dotation ou subvention x 20 %; le montant obtenu est ensuite réparti à parts égales sur chacune des chaînes de radios exploitées par le radiodiffuseur et ajouté aux autres ressources de la chaîne.

9°. Audience : l'audience cumulée d'un radiodiffuseur pondérée par la durée d'écoute de ses auditeurs, soit l'audience instantanée pondérée (AIP), calculée sur les programmes radiophoniques émis de 05 h à 05 h. Les chiffres sont donnés par l'enquête CIM.

10°. Société de gestion : les sociétés de gestion collective qui représentent les producteurs de phonogrammes et les artistes-interprètes, ou leur mandataire, chargé de la perception de la rémunération équitable.

11°. Rémunération équitable : rémunération annuelle due pour toute radiodiffusion de phonogrammes. Par « annuelle », il y a lieu d'entendre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année civile.

Section 3. — Utilisation de phonogrammes

Art. 5. La présente convention couvre la seule radiodiffusion de phonogrammes par le biais de la radio à l'exclusion de la communication dans un lieu public des programmes radiophoniques dans lesquels les phonogrammes sont utilisés.

Wordt gelijkgesteld met een Gemeenschapsradio, de radio-omroepen waarvan de werking van uitzenden in FM wordt te weeg gebracht door tussenkomst van minstens twee zenders, wanneer deze beantwoorden aan een van de volgende criteria :

- ze zenden uit of kondigen hun programma aan onder een identieke benaming, niettegenstaande eventuele regionale afsplitsingen;

- ze opereren naar het publiek toe onder hetzelfde merk, uithangbord of maatschappelijke of commerciële benaming krachtens een franchisesecontract, een samenwerkings- en/of dienstenakkoord.

4°. Lokale radio-omroep : de radio-omroep waarvan de uitzendactiviteiten in FM door middel van een unieke zender gebeuren.

5°. Schoolradio : de radio die wordt uitgebaat door een lagere of middelbare onderwijsinstelling, georganiseerd of gesubsidieerd door een van de gemeenschappen, en die door deze gemeenschap erkend is met toelating tot radio-uitzenden.

6°. Fonogram : elke louter sonore vastlegging van geluiden die van een vertolking of van andere geluiden afkomstig is.

7°. Uren muziek : het aantal uren dat fonogrammen worden uitgezonden en waarvoor in uitvoering van artikelen 1 en 42 van de wet van 30 juni 1994 met betrekking tot het auteursrecht en de naburige rechten een vergoeding is verschuldigd.

8°. Financiële middelen van de radio-omroep : de inkomsten verbonden aan de omroepactiviteit van de radio-omroep. Zij omvatten onder meer de subsidies, de dotaties, de toelagen, de reclame- en sponsoringsinkomsten, evenals de giften en bijdragen met uitzondering van de ruil van reclame-boodschappen.

Onder reclame-inkomsten wordt verstaan, het geheel van de aan de adverteerders gefactureerde sommen voor de uitzending van hun reclameboodschappen, voor de aftrek van kosten en commissies onder andere van de reclameregie.

De in deze bepaling bepaalde inkomsten worden globaal in aanmerking genomen voor het geheel van de omroepactiviteiten van de radio-omroep, of zij al dan niet rechtstreeks door de radio-omroep of onrechtstreeks door een ander organisme voor rekening van de radio-omroep worden geïnd.

Als er verschillende radio-omroep programma's zijn, worden de financiële inkomsten voor het bepalen van de prijs van het muziekuur per radio-omroep programma berekend.

In het geval waarin het specifieke gedeelte van de dotaties of toelagen ontvangen door de radio-omroep voor zijn activiteiten van radio- en televisie-uitzending bestemd voor de financiering van zijn radio-activiteiten niet kan gecertificeerd worden, wordt dat deel forfaitair berekend als volgt : gehele bedrag van de dotatie of toelage x 20 %; het bekomen bedrag wordt vervolgens in gelijke delen verdeeld over elk van de radionetten uitgebaat door de radio-omroep en opgeteld bij de andere inkomsten van het net.

9°. Publiek : samengevoegd aantal luisteraars van een radio-omroep, gewogen door de luisterduur van haar luisteraars, zijnde het ogenblikkelijk gewogen bereik (OGB), berekend op radioprogramma's die worden uitgezonden van 05 u. tot 05 u. De cijfers worden gegeven door de enquête CIM.

10°. Beheersvennootschap : de collectieve beheersvennootschappen die de producenten van fonogrammen en de uitvoerende kunstenaars vertegenwoordigen, of hun mandataris gelast met de inning van de billijke vergoeding.

11°. Billijke vergoeding : de jaarlijkse vergoeding verschuldigd voor de uitzending van fonogrammen via de omroep. Onder "jaarlijks" dient de periode van 1 januari tot en met 31 december van elk kalenderjaar te worden begrepen.

Afdeling 3. — Gebruik van fonogrammen

Art. 5. Onderhavige overeenkomst heeft enkel betrekking op de uitzending van fonogrammen door middel van radio, met uitsluiting van de mededeling op een openbare plaats van radioprogramma's waarin de fonogrammen worden gebruikt.

Section 4. — Rémunération Equitable**Sous-section 4.1. — Rémunération équitable applicable aux radiodiffuseurs locaux**

Art. 6. La rémunération équitable annuelle due par les radiodiffuseurs locaux est calculée en fonction de l'audience, en multipliant le nombre d'auditeurs déterminé conformément à l'article 4.9° par un coefficient de 4 euros par auditeur.

Elle ne peut cependant pas être inférieure à 400 euros.

La rémunération équitable annuelle due par les radiodiffuseurs locaux ne figurant pas dans l'enquête CIM est fixée forfaitairement à 400 euros.

Sous-section 4.2. — Rémunération équitable applicable aux radiodiffuseurs communautaires

Art. 7. La rémunération équitable annuelle due par les radiodiffuseurs communautaires est calculée en fonction du nombre annuel d'heures de musique et en fonction de l'audience selon les modalités détaillées aux art 8, § 1^{er}, § 2.

Art. 8. § 1^{er} Le montant de la rémunération équitable du par le radiodiffuseur communautaire est calculé comme suit :

A. Nombre annuel d'heures de musique protégée multiplié par un prix variant selon le niveau de ressources du radiodiffuseur selon le schéma figurant à l'article 8bis de la présente décision (résultat A).

B. Le nombre d'auditeurs tel que déterminé par application de l'art 4.9°, multiplié par un coefficient suivant le schéma figurant à l'article 8ter de la présente décision (résultat B).

C. Le montant annuel de la rémunération équitable est formé par le total des résultats A et B.

§ 2 Les critères de référence pour le calcul de la rémunération équitable sont les heures de musique, l'audience et les ressources de l'année précédant celle pour laquelle la rémunération équitable est due.

Afdeling 4. — Billijke vergoeding**Onderafdeling 4.1. — Billijke vergoeding van toepassing op de lokale radio-omroepen**

Art. 6. De jaarlijkse billijke vergoeding verschuldigd door de lokale radio-omroepen wordt berekend op basis van het aantal luisteraars, door het aantal luisteraars dat bepaald wordt overeenkomstig artikel 4.9° te vermenigvuldigen met een coëfficiënt van 4 EUR per luisteraar.

Zij kan evenwel niet minder bedragen dan 400 EUR.

De jaarlijkse billijke vergoeding verschuldigd door de lokale radio-omroepen die niet in de CIM-studie vermeld zijn, wordt forfaitair vastgelegd op 400 EUR.

Onderafdeling 4.2. — Billijke vergoeding van toepassing op de Gemeenschapsradio's

Art. 7. De jaarlijkse billijke vergoeding verschuldigd door de Gemeenschapsradio's wordt berekend in functie van het jaarlijks aantal uren muziek en in functie van het publiek volgens de modaliteiten van art 8, § 1 en § 2.

Art. 8. § 1 Het bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd door de Gemeenschapsradio wordt als volgt berekend :

A. Jaarlijks aantal uren beschermd muziek vermenigvuldigd met een prijs die varieert naargelang de hoogte van de financiële middelen van de radio-omroep volgens het schema in artikel 8bis aan deze beslissing (resultaat A).

B. Het aantal luisteraars zoals bepaald in toepassing van art 4.9°, vermenigvuldigd met een coëfficiënt volgens het schema in artikel 8ter van deze beslissing (resultaat B).

C. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding wordt gevormd door het totaal van de resultaten A en B.

§ 2 De referentiecriteriën voor de berekening van de billijke vergoeding zijn de uren muziek, het publiek en de financiële middelen van het jaar dat het jaar waarvoor de billijke vergoeding verschuldigd is, voorafgaat.

Art. 8bis**Prix des heures de musique — Prijs per uur muziek**

A		B		E	F	G	H
Ressources (euro)				Limite sup.	Px réf/h.mus	Tranche	Prix Moyen
—		—		—	—	—	—
Financiële Middelen (euro)				Bovenlimiet	(euro)	Schijf	Gem. Prijs Ht Tranche Bovenschijf
0,00	à	750.000,00	I	750.000,00	3,00	750.000,00	3,00
750.000,01	à	2.000.000,00	II	2.000.000,00	6,00	1.249.999,99	4,5
2.000.000,01	à	3.720.000,00	III	3.720.000,00	12,00	1.719.999,99	7,00
3.720.000,01	à	7.500.000,00	IV	7.500.000,00	20,00	3.779.999,99	10,25
7.500.000,01	à	12.400.000,00	V	12.400.000,00	30,00	4.899.999,99	14,2
12.400.000,01	à	17.400.000,00	VI	17.400.000,00	40,00	4.999.999,99	18,5
17.400.000,01	à	24.800.000,00	VII	24.800.000,00	40,00	7.399.999,99	21,57
24.800.000,01	et >			24.800.000,01	40,00		23,88

Le prix de l'heure de musique est en fonction du niveau des ressources du radiodiffuseur.

Il est calculé de la manière suivante :

A chaque niveau de ressources correspond un prix par heure de musique (F).

Le prix de l'heure de musique est le résultat d'une fraction :

Le numérateur est le résultat de l'addition des prix de référence calculé pour chaque niveau de ressources atteint par le radiodiffuseur. Si un niveau de ressources n'est pas atteint complètement, on calcule proportionnellement le prix de référence de ce niveau de ressources.

De prijs per uur muziek is evenredig met de hoogte van de financiële middelen van de radio-omroep.

Zij wordt op de volgende wijze berekend :

Aan elk niveau van financiële middelen beantwoordt een prijs per uur muziek (F).

De prijs per uur muziek is het resultaat van een deling :

De teller is het resultaat van de som van de referentieprijzen berekend voor elk niveau van financiële middelen dat bereikt wordt door de radio-omroep. Indien het laatste inkomstenniveau niet volledig wordt bereikt, berekent men op een evenredige wijze de referentieprijzen van dit inkomstenniveau.

Exemple : Pour un niveau de ressources de 3.795.000 euros, le calcul du numérateur est le suivant : 3 euros (tranche de 0 à 750.000 euros - I) + 6 (tranche de 750.000,01 euros à 2.000.000 euros - II) + 12 (tranche de 2.000.000,01 euros à 3.720.000 euros - III) + [la part de ressources dans la tranche suivante - IV-, soit 75.000 euros, divisée par le total de la tranche, soit 3.779.999,99 euros, ou 0,02 à multiplier ensuite par le prix de référence de la tranche qui est de 20 euros], ce qui donne $0,02 \times 20 \text{ euros} = 0,40 \text{ euros}$

Le numérateur est donc de $3+6+12+0,40 = 21,40 \text{ euros}$

Le calcul du dénominateur est le résultat du nombre de tranches de ressources. Il est exprimé proportionnellement pour la tranche de ressources non-atteinte complètement.

Dans ce même exemple, le calcul du dénominateur est le suivant : 1 (tranche I) + 1 (tranche II) + 1 (tranche III) + 0,02 (tranche IV) = 3,02

Le prix de l'heure de musique pour un niveau de ressources de 3.795.000 euros est dès lors de $21,40 / 3,02$, soit 7,09 euros.

Voorbeeld : Voor een inkomstenniveau van 3.795.000 EUR, wordt de teller als volgt berekend : 3 EUR (schijf van 0 tot 750.000 EUR - I) + 6 (schijf van 750.000,01 EUR tot 2.000.000,01 EUR - II) + 12 (schijf van 2.000.000,01 EUR tot 3.720.000 EUR- III) + [het deel van de inkomsten binnen de volgende schijf - IV-, hetzij 75.000 EUR gedeeld door het totaal van de schijf, hetzij 3.779.999,99 EUR, of 0,02 te vermenigvuldigen met de referentieprijs van de schijf, zijnde 20 euro] hetgeen $0,02 \times 20 \text{ EUR} = 0,40 \text{ EUR}$ oplevert.

De teller is dus $3 + 6 + 12 + 0,40 = 21,40 \text{ EUR}$

De berekening van de noemer is het resultaat van het aantal inkomstenschijven. Hij wordt op een evenredige wijze uitgedrukt voor de schijf van niet volledig bereikte inkomsten.

In hetzelfde voorbeeld is de berekening van de noemer de volgende : 1 (schijf I) + 1 (schijf II) + 1 (schijf III) + 0,02 (schijf IV) = 3,02

De prijs per uur muziek voor een inkomstenniveau van 3.795.000 EUR is dus $21,40 / 3,02$, hetzij 7,09 EUR.

Art. 8ter

Prix de l' Audience Instantanée Pondérée (AIP) — Prijs van het Ogenblikkelijk Gewogen Bereik (OGB)

Nombre d'auditeurs AIP — Aantal luisteraars AIP	Limite supérieure — Bovenlimiet	Euro/auditeur — Euro/luisteraar	Prix €/tranche — Prijs €/schijf	Prix € cum. — Gecum. € Prijs
de/van 0 à/tot 30.000	30	1,4	42.000	42.000
de/van 30.001 à/tot 50.000	50	1,3	26.000	68.000
de/van 50.001 à/tot 80.000	80	1,2	36.000	104.000
de/van 80.001 à/tot 150.000	150	0,4	28.000	132.000
de/van 150.001 à/tot 200.000	200	0,2	10.000	142.000
> 200.000	2000	0,1		

Section 6. — Modalités de paiement et d'indexation

Art. 9. Pour les radiodiffuseurs émettant pour la première fois en cours d'année, le montant de la rémunération équitable est payable pour la première année de radiodiffusion au prorata du nombre de mois civils pendant lesquels il y a une activité de radiodiffusion.

Pour les radiodiffuseurs communautaires émettant pour la première fois en cours d'année, le montant de la rémunération équitable due pour cette année est fixé en fonction du nombre annuel d'heures de musique connu au moment du début de l'activité de radiodiffusion.

Le prix de l'heure de musique sera calculé pour un montant forfaitaire de ressources de 247.894 euros, soit un euro par heure de musique.

Art. 10. Pour les radiodiffuseurs dont la rémunération équitable annuelle dépasse 10.000 EUR, celle-ci est payable anticipativement par trimestre, au plus tard le dernier jour des mois de février, mai, août et novembre de chaque année.

Art. 11. Les coefficients multiplicateurs pour le calcul de la rémunération équitable et figurant aux articles 8bis et 8ter de cette décision (prix par heure de musique et prix par auditeur) sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année, en fonction de l'évolution de l'indice santé.

La formule d'indexation est la suivante :

Coefficient de base x nouvel indice

indice de base

L'indice de base est celui en vigueur au 31 décembre 2002. Le nouvel indice est celui qui interviendra successivement au 31 décembre de chaque année.

Section 7. — Procédure et informations

Art. 12. Dans les trente jours suivant la demande des sociétés de gestion ou de leur mandataire, le radiodiffuseur est tenu de déclarer :

1° la raison sociale et l'adresse, le n° d'inscription au registre de commerce ou le n° d'entreprise, le n° de T.V.A.;

Afdeling 6. — Betalings- en indexatiemodaliteiten

Art. 9. Voor de radio-omroepen, die in de loop van het jaar voor de eerste keer uitzenden, moet het bedrag van de billijke vergoeding worden betaald voor het eerste omroepjaar naar rata van het aantal kalendermaanden waarin er een omroepactiviteit plaatsvindt.

Voor de radio-omroepen die in de loop van het jaar voor de eerste keer uitzenden wordt het voor dat jaar verschuldigde bedrag van de billijke vergoeding bepaald in functie van het jaarlijks aantal uren muziek dat is gekend bij de start van de omroepactiviteit.

De prijs per muziekuur wordt berekend op basis van een forfaitair inkomsten bedrag van 247.894 euros, hetzij een euro per muziekuur.

Art. 10. De radio-omroepen waarvoor de jaarlijkse billijke vergoeding meer dan 10.000 EUR bedraagt, moeten deze elk voorafgaand trimester betalen tegen uiterlijk de laatste dag van de maanden februari, mei, augustus en november van elk jaar.

Art. 11. De multiplicatorcoëfficiënten voor de berekening van de billijke vergoeding in de artikelen 8bis en 8ter van deze beslissing (prijs per muziekuur en prijs per luisteraar) worden geïndexeerd op 1 januari van elk jaar, naar gelang de ontwikkeling van de gezondheidsindex.

De indexatieformule is de volgende :

Basiscoëfficiënt x nieuwe index

Basisindex

De basisindex is de index die op 31 december 2002 van kracht is geworden. De nieuwe index is de index die achtereenvolgens op 1 januari van elke jaar van toepassing zal zijn.

Afdeling 7. — Procedure en informatie

Art. 12. Binnen de dertig dagen volgend op het verzoek van de beheersvennootschappen of hun mandataris, moet de radio-omroep het volgende aangeven :

1° de bedrijfsnaam en het adres, het inschrijvingsnummer in het handelsregister of het ondernemingsnummer, het BTW-nummer;

2° le nom et la qualité de la ou des personnes physiques chargée(s) de l'administration journalière et de la fourniture des informations;

3° la date du début des activités de radiodiffusion;

4° la dénomination sous laquelle les programmes sont émis;

5° le nombre d'émetteurs;

6° le nombre annuel d'heures de musique;

7° le montant annuel de ses ressources telles que visées à l'article 4.8°, certifié exact par le commissaire si l'entreprise possède un commissaire; à défaut le montant annuel des ressources du radiodiffuseur sera certifié par un réviseur d'entreprise;

8° l'existence éventuelle d'un contrat de franchise, de coopération et/ou de services.

Art. 13. Le radiodiffuseur est tenu de fournir sur base trimestrielle et pour le 15 du mois qui suit le trimestre, la liste de tous les phonogrammes diffusés.

Cette liste doit comporter les éléments suivants :

1°. la date de radiodiffusion;

2°. l'identification du programme;

3°. le titre de la chanson, de la composition musicale ou de la prestation artistique;

4°. le nom de l'artiste-interprète;

5°. le nom du compositeur (musique classique);

6°. le mouvement de la composition musicale radiodiffusée (musique classique);

7°. la durée de radiodiffusion (en minutes et secondes);

8°. l'année de fixation du phonogramme;

9°. le label de distribution et/ou de production;

10°. le code ISRC pour autant qu'il soit mentionné sur le phonogramme.

Cette liste sera fournie sur un support adéquat, en deux exemplaires maximum suivant un format à convenir entre le radiodiffuseur et les sociétés de gestion.

Le code ISRC sera communiqué par les radiodiffuseurs pour tous les phonogrammes mis sur le marché à dater du 1^{er} janvier 2003.

Section 8. — Paiement

Art. 14. Le montant de la rémunération équitable est perçu sur base d'une invitation à payer établie par les sociétés de gestion ou par leur mandataire.

Art. 15. Le radiodiffuseur qui omet de payer la rémunération équitable dans les délais impartis sera tenu, sans mise en demeure préalable, au paiement d'intérêts de retard calculés au taux légal à compter de la date de l'invitation à payer, avec un minimum de 250 EUR.

Art. 16. Le radiodiffuseur qui communique des éléments incorrects, à la suite desquels un montant inférieur au montant réellement dû est payé, devra acquitter le solde restant dû majoré d'intérêts de retard calculés au taux légal à compter de la date de l'invitation à payer établie sur base de la déclaration incorrecte.

Art. 17. Le radiodiffuseur doit permettre aux sociétés de gestion ou à leur mandataire de vérifier par la consultation de tout document utile, les informations visées à l'article 12.

2° de naam en de hoedanigheid van de natuurlijke perso(o)n(en) die is/zijn gelast met het dagelijks beheer en het verschaffen van de gegevens;

3° de datum van de start van de omroepactiviteiten;

4° de benaming onder dewelke de radioprogramma's worden uitgezonden;

5° het aantal zenders;

6° het jaarlijks aantal uren uitgezonden muziek;

7° het jaarlijkse bedrag van de in artikel 4.8° bedoelde financiële middelen voor echt gecertificeerd door de commissaris indien de onderneming over een commissaris beschikt; in de overige gevallen wordt het jaarlijkse bedrag van de financiële middelen gecertificeerd door een bedrijfsrevisor;

8° het eventuele bestaan van een franchisecontact, een samenwerkings- en/of dienstenakkoord.

Art. 13. De radio-omroep is verplicht driemaandelijks voor de 15^e van de maand volgend op het trimester, de lijst van uitgezonden fonogrammen over te maken.

In deze lijst moeten volgende elementen zijn opgenomen :

1°. De datum van uitzending;

2°. identificatie van het programma;

3°. De titel van het lied, van de muzikale compositie of van de artistieke prestatie;

4°. De identiteit van de uitvoerende kunstenaar;

5°. De naam van de componist (klassieke muziek);

6°. Het deel van de uitgezonden muzikale compositie (klassieke muziek);

7°. de duur van de uitzending (in minuten en seconden);

8. het jaar van vastlegging van het fonogram;

9°. Het label van de distributie en/of de productie;

10°. De ISRC-code voor zover zij is aangebracht op het fonogram;

Deze lijst moet op een gepaste drager en in maximum twee exemplaren worden overgemaakt, in een formaat dat tussen de radio-omroep en de beheersvennootschappen moet worden overeengekomen.

De ISRC-code zal worden medegedeeld door de radio-omroepen voor alle fonogrammen die vanaf 1 januari 2003 op de markt worden gebracht.

Afdeling 8. — Betaling

Art. 14. Het bedrag van de billijke vergoeding wordt geïnd op basis van een betalingsverzoek dat door de beheersvennootschappen of hun mandataris wordt opgesteld.

Art. 15. De onafhankelijke radio-omroep of het radio-omroepnet die/dat nalaat de billijke vergoeding binnen de gestelde termijn te betalen zal, zonder voorafgaande ingebrekestelling, de aan het wettelijk tarief berekende verwijlrenten moeten betalen vanaf de datum van het betalingsverzoek, met een minimum van 250 EUR.

Art. 16. De radio-omroep die onjuiste gegevens doorgeeft waardoor een bedrag wordt betaald dat lager ligt dan het werkelijk verschuldigde bedrag, zal het resterende saldo moeten betalen vermeerderd met de aan het wettelijk tarief berekende verwijlrenten en dit vanaf de datum waarop het betalingsverzoek aan de hand van de onjuiste verklaring werd opgemaakt.

Art. 17. De radio-omroep moet het de beheersvennootschappen of hun mandataris mogelijk maken om door raadpleging van elk nuttig document de in artikel 12 bedoelde informatie na te gaan.

Section 9. — Tarification forfaitaire

Art. 18. Le radiodiffuseur qui après un rappel omet de communiquer dans le délai fixé à l'article 12 les informations telles que visées à l'art. 12, est présumé avoir pour chacune de ses chaînes 24.790.000 euros de ressources annuelles, une audience AIP de 300, et émettre 7 300 heures de musique par an justifiant le paiement au titre de la rémunération équitable de 308.471 EUR pour chacune de ses chaînes.

Art. 19. Le radiodiffuseur qui, dans le courant d'une année civile, cesse de manière définitive et irrévocable la radiodiffusion de phonogrammes, a droit, à sa demande, au remboursement de la rémunération équitable relative à la période de l'année civile postérieure à la cessation définitive de la radiodiffusion de phonogrammes.

Le radiodiffuseur qui demande le remboursement d'une partie de la rémunération équitable en vertu de l'alinéa précédent doit remettre aux sociétés de gestion des droits ou à leur mandataire tous les éléments permettant d'établir que la radiodiffusion de phonogrammes a effectivement cessé de manière définitive et irrévocable.

Le remboursement de la partie de la rémunération équitable est calculé à partir du 1^{er} jour du mois qui suit la date de la cessation définitive de la radiodiffusion de phonogrammes.

La demande de remboursement doit être introduite auprès des sociétés de gestion de droits ou de leur mandataire dans un délai de six mois à partir du premier jour du mois qui suit la cessation définitive de la radiodiffusion de phonogrammes.

Section 10. — Dispositions transitoires et finales

Art. 20. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Les tarifs de la rémunération équitable sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2003.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 9 mars 2003.

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Afdeling 9. — Forfaitaire tarifiering

Art. 18. Wanneer een radio-omroep, na een aanmaningsbrief te hebben ontvangen, nalaat binnen de in artikel 12 voorgeschreven termijn de informatie zoals bedoeld in art. 12 mee te delen, zal worden aangenomen dat zij voor elk van haar netten 24.790.000 euro jaarlijkse financiële middelen heeft, een AIP-publiek van 300, en 7 300 uren muziek per jaar uitzendt, hetgeen de betaling voor de billijke vergoeding van 308.471 EUR voor elk van haar netten rechtvaardigt.

Art. 19. De radio-omroep die, in de loop van een kalenderjaar definitief en onherroepelijk de uitzending van fonogrammen stopzet, heeft op zijn aanvraag recht op de terugbetaling van het gedeelte van de billijke vergoeding dat betrekking heeft op de periode van een kalenderjaar na de definitieve stopzetting van de uitzending van fonogrammen.

De radio-omroep die op grond van het vorige lid om de terugbetaling van een gedeelte van de billijke vergoeding verzoekt, moet aan de beheersvennootschappen of aan hun mandataris alle gegevens verstrekken aan de hand waarvan kan worden vastgesteld dat de uitzending van fonogrammen definitief en onherroepelijk is stopgezet.

De terugbetaling van het gedeelte van de billijke vergoeding dient berekend te worden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de definitieve stopzetting van de uitzending van fonogrammen.

De aanvraag tot terugbetaling dient bij de beheersvennootschappen of hun mandataris te worden ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de 1ste dag van de maand die volgt op de definitieve stopzetting van de uitzending van fonogrammen.

Afdeling 10. — Overgangs-en slotbepalingen

Art. 20. Onderhavige overeenkomst wordt afgesloten voor onbeperkte duur.

De tarieven voor de billijke vergoeding gelden vanaf 1 januari 2003.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 9 maart 2003.

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 1394

[C — 2003/11142]

9 MARS 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 août 2002 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés à certaines cultures par les pluies abondantes des mois d'octobre et novembre 2000 sur le territoire de plusieurs communes, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, modifiée par les lois des 9 juillet 1984, 13 août 1986, 28 décembre 1990, 22 juillet 1991 et 23 décembre 1999, notamment l'article 2, § 1, 2°;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques ou calamités agricoles), modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 décembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1978 fixant les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 2002;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 1394

[C — 2003/11142]

9 MAART 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 augustus 2002 waarbij de schade veroorzaakt aan bepaalde teelten door de overvloedige regenval van oktober en november 2000 op het grondgebied van verscheidene gemeenten als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1984, 13 augustus 1986, 28 december 1990, 22 juli 1991 en 23 december 1999, inzonderheid op artikel 2, § 1, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen (algemene rampen of landbouwrampen), laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1978 tot vaststelling van de percentages, veranderlijk per gedeelten van het netto totaal bedrag van de geleden schade, evenals van het bedrag van de vrijstelling en van het abattement voor de berekening van de herstelvergoeding van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door landbouwrampen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 2002;